

## **Abu Amir, le 25 juillet 2025 - L'échec des négociations de cessez-le-feu... et la faim qui tue lentement les enfants de Gaza dans le silence du monde**

Alors que les habitants de la bande de Gaza s'accrochaient à un mince fil d'espoir pour sauver ce qui reste de vies épuisées par le blocus, la guerre et la famine, les nouvelles sur l'échec des négociations de cessez-le-feu ont retenti comme une nouvelle gifle sur leurs visages épuisés. Ces nouvelles ne sont qu'une confirmation supplémentaire de l'impuissance de la communauté internationale et de l'inertie des dirigeants, des États et des organisations à arrêter cette catastrophe humanitaire grandissante, dans l'un des tableaux les plus horribles de l'injustice au XXI<sup>e</sup> siècle.

Le désespoir s'est installé dans le cœur des habitants de Gaza, écrasés par une mort quotidienne, victimes d'une guerre d'extermination complexe, qui ne se limite pas aux bombardements et à la destruction, mais englobe également la faim, la maladie et l'absence des conditions minimales de vie. Plus de cent martyrs tombent chaque jour, accompagnés de dizaines de blessés, dans une scène sanglante qui ne semble pas connaître de fin. Des enfants meurent de faim, des femmes crient de douleur, des vieillards font leurs adieux à leurs proches dans le silence, tandis que le monde regarde sans réagir.

En dépit des nombreux rapports documentant l'ampleur de la catastrophe à Gaza, Israël continue de nier l'existence de la famine dans la bande, tentant ainsi de falsifier la réalité et de justifier le maintien de son blocus qui affame la population. Ce déni cynique contredit totalement ce que rapportent les plus grandes agences de presse internationales, qui ont commencé cette semaine à publier des reportages effroyables sur la situation à Gaza, plaçant la catastrophe humanitaire en une de leurs journaux.

« Les enfants de Gaza meurent de faim », tel est le titre choquant de la couverture du New York Times, accompagné d'un reportage illustré de photos bouleversantes d'enfants émaciés et de mères incapables d'allaiter leurs bébés à cause du manque de nourriture. Les enfants de Gaza ne jouent pas, ne rient pas comme les autres, mais reposent épuisés à même le sol, leurs corps frères incapables même de pleurer, leurs bras et jambes semblant être des brindilles brisées par la faiblesse.

De son côté, la chaîne CNN a publié un reportage intitulé : « Gaza meurt de faim et la colère monte : Netanyahu écouterait-il ? », mettant en lumière la tragédie des civils. Elle a également rapporté dans un autre article qu'un

enfant sur cinq à Gaza souffre de malnutrition aiguë, dans une scène rappelant les famines de l'Afrique au siècle dernier.

Quant au Guardian, il a relayé les propos des agences onusiennes décrivant la situation à Gaza comme « un présage d'anéantissement collectif », indiquant que des employés des Nations unies à Gaza s'évanouissent de faim. L'UNRWA a déclaré que « les citoyens de Gaza sont devenus des cadavres marchant sur la terre », affirmant que la famine est désormais une réalité tangible, impossible à nier.

Malgré ce flot de témoignages et de preuves internationales, le gouvernement Netanyahu continue de nier la réalité, persistant dans son racisme et réfutant tous les rapports exposant au monde l'ampleur du crime commis contre un peuple sans défense.

Ce qui se passe à Gaza n'est pas une simple guerre, mais une destruction méthodique d'un peuple entier, sous les yeux d'un monde qui prétend être civilisé, juste et respectueux des droits humains. Gaza brûle, et la conscience humaine se tait, voire collabore parfois à dissimuler le crime. Où sont les dirigeants ? Où sont les institutions internationales ? Où sont ceux qui se vantent de défendre les droits de l'enfant et de l'homme ? Pendant que des enfants meurent chaque jour de faim, et que des milliers périssent dans le silence, les négociations stagnent, et le monde traite cette tragédie comme de simples chiffres sans visages ni émotions.

Ce qui se passe à Gaza n'est pas une catastrophe passagère, mais une tache indélébile sur le front de l'humanité. L'échec des négociations de cessez-le-feu n'est pas seulement un revers politique, mais un coup de poignard dans le cœur de chaque mère ayant perdu son enfant, de chaque enfant qui dort le ventre vide, de chaque famille allongée à même le sol, enveloppée dans la douleur. À Gaza, on ne meurt pas seulement sous les bombes, mais aussi de faim, de soif, d'abandon mondial et d'injustice flagrante. Il est temps que le monde se réveille, qu'il affronte la vérité sans détour : Gaza est exterminée, ses enfants meurent, et le monde regarde. Combien de temps faudra-t-il encore pour arrêter ces massacres ? Combien de victimes faudra-t-il encore pour sauver Gaza de cet enfer ?

# Génocide à Gaza : le droit international sauvé à Bogotá ?

L'UJFP dénonce la complicité de la France et de l'Union européenne et la passivité de leurs institutions face au génocide en cours à Gaza, alors que les principes du droit international sont défendus avec force ailleurs dans le monde, notamment à Bogotá par les pays dits du Sud global.

Depuis plus de 21 mois, Israël mène une politique de génocide à Gaza et de destruction systématique, aggravée par une colonisation accélérée et un nettoyage ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Malgré la reconnaissance par le Conseil de l'Union européenne de la violation de l'article 2 de l'Accord Union européenne (UE)-Israël en raison des violations massives et répétées par Israël des droits humains et du droit international, aucune mesure concrète n'a été prise par les instances européennes. Le dernier conseil des ministres des Affaires étrangères le 15 juillet dernier, a en effet remis encore une fois la décision de sanctions à plus tard, alors que le génocide tue au moins 100 Palestiniens par jour et la famine, nouvelle arme de guerre, tout autant ! : aucune suspension de l'accord d'association UE-Israël, aucun embargo sur les armes, aucun acte concret pour faire cesser le génocide et assurer la protection du peuple palestinien, seulement des mots creux.

Cette passivité entache gravement la crédibilité et l'éthique de l'UE en matière de droits humains.

Dans ce cadre, l'UJFP soutient le recours en carence devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) contre la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne, -pour inaction fautive face aux violations graves du droit international dans le Territoire palestinien occupé-, introduit par JURDI (Juristes pour le Respect du Droit International), le jeudi 17 juillet 2025.

Face à l'inaction de l'Europe, une trentaine d'États issus de plusieurs continents ont affirmé avec clarté et courage que l'ère de l'impunité devait prendre fin, lors de la conférence d'urgence du Groupe de La Haye qui s'est tenue à Bogotá sous l'égide de la Colombie et de l'Afrique du Sud. Douze États<sup>[1]</sup> se sont engagés à mettre en œuvre immédiatement :

- la suspension des transferts d'armes vers Israël,
- la révision des accords bilatéraux,
- l'ouverture d'enquêtes internationales sur les crimes de guerre présumés,
- la coopération pour l'application effective du droit international,
- et la rupture des liens de complicité avec la campagne de dévastation menée par Israël contre les Palestiniens.

Cette action marque la volonté de construire une riposte efficace au mépris du droit international, en s'engageant vers un cessez-le-feu immédiat et la protection réelle du peuple palestinien : « Ce que nous avons accompli ici, c'est

une affirmation collective qu'aucun État n'est au-dessus des lois », a déclaré le ministre sud-africain des Relations internationales et de la Coopération, Ronald Lamola.

L'UJFP rappelle que :

- L'État d'Israël doit rendre des comptes pour l'ensemble des crimes commis à Gaza et en Cisjordanie, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide, comme l'ont déjà reconnu la Cour internationale de justice et de nombreux experts du droit international.
- Les États européens dont la France, par leur inaction, se rendent complices de ces crimes et bafouent leurs obligations internationales et devront être poursuivis. L'indécence de la France et de l'UE à ironiser sur l'inefficacité des tentatives de la flottille de la liberté alors que celle-ci montre ce que les États devraient faire avec d'autres moyens ne peut que susciter colère et mépris.
- La communauté internationale doit exiger sans délai : un cessez-le-feu immédiat, la levée du blocus de Gaza avec des livraisons immédiates de nourriture, de médicaments et de matériel médical ainsi que de fuel, la protection de la population civile, la sanction effective de l'impunité israélienne et l'ouverture d'un véritable processus politique vers une paix juste et durable.
- Le conseil de sécurité des Nations unies, face à ce génocide doit mettre en place une force internationale pour accompagner sans délai cette aide et forcer effectivement le blocus.

Abu Amir, représentant de l'UJFP à Gaza, dans l'un de ses derniers messages interpelle le monde : « la bande de Gaza se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, dans un moment critique où la souffrance s'aggrave et les espoirs s'amenuisent. Face à ce tableau tragique, il est impératif qu'une intervention réelle et efficace voie le jour — une intervention qui ne se limite pas à des déclarations, mais qui se traduise par des actions concrètes sur le terrain : arrêt des hostilités, aide humanitaire immédiate, et travail sérieux en vue d'un accord juste et global qui rende la vie aux habitants du territoire. »

Le sionisme détourne sciemment la devise du 20ème siècle, *Plus jamais ça* pour s'imposer comme acteur d'apartheid, colonisateur et génocidaire, tel une injure à notre histoire.

L'UJFP appelle à nouveau toutes les forces progressistes à se mobiliser pour faire pression sur les autorités européennes et françaises, afin qu'elles cessent leur complicité et rejoignent les initiatives de Bogotá pour la défense du droit international. C'est un impératif moral autant que juridique : la vie et la dignité du peuple palestinien en dépendent.

**Seules des sanctions à l'encontre de l'État d'Israël pourront arrêter ce génocide et conduire à un cessez-le-feu immédiat, la levée du blocus, la fin de l'impunité et la justice pour la Palestine !**

# Les largages de la honte

C'est en toute « bonne » conscience que des gouvernements dont celui de France organisent des largages aériens d'aide humanitaire, des quantités infimes par rapport aux besoins mais qui permettent des images pour les journaux télévisés – où l'on voit à l'arrivée des foules affamées se disputer les miettes. Comme si l'objectif était de montrer non un peuple debout mais une population déshumanisée. Il faut le rappeler, ce sont des centaines de camions qui doivent entrer quotidiennement à Gaza en urgence, mais surtout une population qui devrait être libre de circuler autant que les biens dans une Gaza libre et ouverte ; les pays parachuteurs

devraient affronter l'État génocidaire et forcer le blocus illégal et inhumain imposé, par simple respect des conventions internationales et notamment de celle définissant le crime de génocide et ses conséquences sur les obligations des pays signataires.

Ces largages ne constituent en aucun cas une lutte efficace contre la famine, nouvelle arme du génocide en cours, commis par l'État israélien mais ne sert au gouvernement qu'à mettre en scène une parodie d'aide humanitaire. Cela n'empêche pas de considérer notre gouvernement comme complice du génocide.

La Coordination nationale de l'UJFP, le 4 août 2025

# Libération de Georges Ibrahim Abdallah : une victoire pour la justice et la dignité

Salut Georges,

Enfin la libération approche.

Nous tenons à te dire avant ton départ tout ce que nous te devons.

Nous militons l'un et l'autre depuis des décennies, pas toujours exactement dans le même couloir politique, syndical, associatif. Et comme tu le sais nous nous sommes retrouvés ensemble dans la participation à l'animation de l'Union Juive Française pour la Paix.

En demandant le droit de te rendre visite à Lannemezan, nous faisons un simple acte de solidarité avec un militant anticolonialiste victime de l'acharnement judiciaire de la France, des États-Unis et d'Israël.

Nous y avons rencontré un homme debout, que les décennies de détention n'avaient pas affaibli. Un homme debout fort de ses convictions et en même temps d'une curiosité jamais démentie pour ce qu'il y a de nouveau dans le monde depuis 1982. Un homme debout d'une grande humanité, d'une

attention à tous les visiteurs y compris des autres prisonniers, les politiques basques bien sûr, mais aussi les familles des autres, voyant grandir les enfants.

Bien sûr, nous avons été sensibles à ce que tu nous as dit, en internationaliste conséquent, de l'importance d'une opposition juive au sionisme.

A ce moment, nous avons une pensée pour Suzanne Lemanceau. De Paris puis de Marseille, elle a mené la campagne pour ta libération avec constance, abnégation, humanité. C'est elle qui a conduit Pierre à te rencontrer.

A ce moment, nous avons une pensée pour Gilbert Hanna, le libano-bordelais, celui qui aura beaucoup fait pour désenclaver la campagne pour ta libération, réussissant notamment à l'élargir à partir des Syndicats Solidaires : sans cacher ton engagement communiste, obtenir que les organisations syndicales, politiques ou associatives soucieuses des droits humains participent à la dénonciation du laci de scandales judiciaires, de pressions extérieures, de mauvaise foi et de

couardise te maintenant en détention. C'est lui qui a conduit André à te rencontrer.

Nous savons qu'en sortant de Lannemezan tu regretteras que Suzanne et Gilbert ne soient pas là pour voir l'aboutissement de ce combat qu'ils ont mené.

Ton combat va prendre une nouvelle dimension, et tu sais que tes ennemis n'ont pas l'intention de te laisser tranquille.

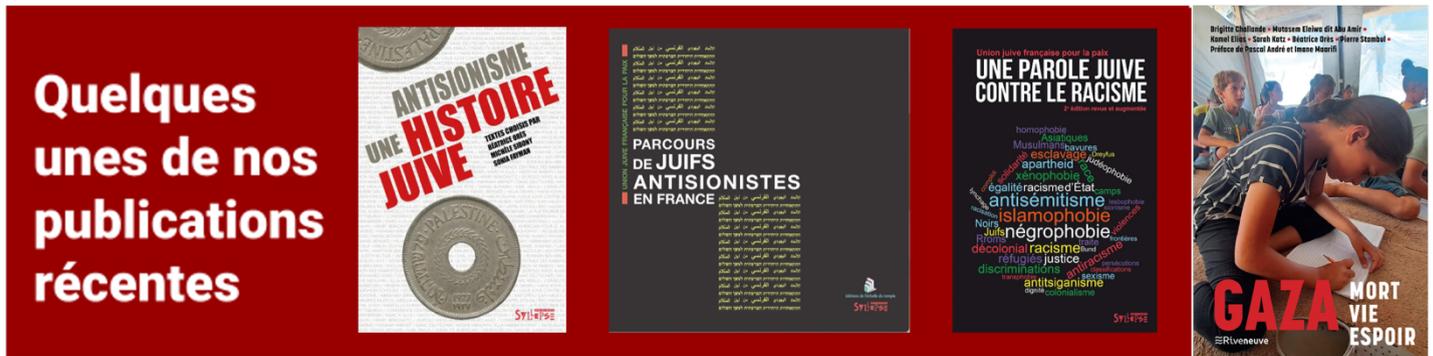
Il faut que tu saches que nos rencontres vont nous manquer, car nous en sortions à chaque fois avec plus d'envie de nous battre contre toutes les oppressions. Tu remercies le mouvement de solidarité pour avoir établi un rapport de forces

favorable. C'est le mouvement qui doit te remercier de la combativité que tu lui as transmis pour poursuivre un soutien indéfectible à la cause palestinienne, pour la conscience que face à nous la machine judiciaire peut ne pas pardonner d'être un combattant qui ne plie pas. Et puis, disons-le, quand on partage avec toi la compréhension que le capitalisme mène l'Humanité à sa perte, on partage avec toi l'aspiration à une véritable révolution.

Bien sûr, nous espérons que nous pourrions nous revoir ailleurs qu'à Lannemezan.

Merci Georges, No Pasaran,

Pierre Stambul et André Rosevègue



Pour nous contacter : UJFP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Téléphone : 07 81 89 95 25 Email : [contact@ujfp.org](mailto:contact@ujfp.org)



L'actualité de l'UJFP sur [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

**« Dans cet enfer, conserver le réflexe de la solidarité »**

Abu Amir, représentant de l'UJFP  
à Gaza depuis 2016

Collecte de l'UJFP  
pour Gaza,  
à retrouver via notre site ou ICI :

